

Déficit budgétaire et immigration en France

Le déficit budgétaire de la France pour l'année 2013 s'est élevé à 87,6 milliards d'euros (Etat, collectivités locales et sécurité sociale). En moyenne sur la période 2000-2013, il s'est établi à 71 milliards d'euros par an.

Ce chiffre est quasiment équivalent au coût net de l'immigration en France, tel qu'évalué par les études les plus récentes et les plus sérieuses, qui le situent entre 65 et 85 milliards d'euros par an.

Le déficit public de la France ([Source INSEE*](#))

En milliard d'euros	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Etat	-34.8	-36.5	-55.9	-61.4	-46.2	-47.7	-41.2
Collectivités locales	1.4	1.2	1.7	0.7	-2.5	-3.0	-3.5
Sécurité sociale	11.7	10.7	3.8	-3.9	-10.5	0.5	2.8
Total	-21.7	-24.6	-50.4	-64.7	-59.2	-50.2	-41.9

En milliard d'euros	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2013
Etat	-48.5	-68.4	-119.8	-110.5	-89.2	-82.1	-65.9	-64.9
Collectivités locales	-7.7	-9.4	-6.0	-1.7	-0.7	-3.7	-9.2	-3.0
Sécurité sociale	4.6	13.5	-14.8	-23.5	-13.2	-12.9	-12.5	-3.1

Total	-51.6	-64.3	-140.7	-135.7	-103.1	-98.7	-87.6	-71.0
--------------	--------------	--------------	---------------	---------------	---------------	--------------	--------------	--------------

**L'INSEE a corrigé ses chiffres fin mars 2014, sur la période 1959-2012, la ventilation Etat/coll. territoriales/séc. sociale devenant indisponible pour la période antérieure à 2008. Nous reprenons les chiffres précédemment communiqués sur le site de l'INSEE pour la période antérieure à 2008.*

Le déficit public de la France (Etat, collectivités locales et sécurité sociale) s'est situé en moyenne sur la période 2000-2013 à 71 milliards d'euros par an.

Les évaluations du coût net de l'immigration en France en milliards d'euros par an :

En milliard d'euros	Année d'étude	Coût de l'immigration
G.Pince	2012	65
YM.Laucan	2012	73
A.Posokhow	2013	84
Moyenne		74

La moyenne des évaluations du coût net^[1] de l'immigration en France, se situe à 74 milliards par an, pour ne retenir que les études les plus récentes et les plus fiables^[2].

Le déficit public que connaît la France s'explique donc largement par le coût net de l'immigration.

Pour autant, les pistes envisagées par le gouvernement pour réduire ce déficit semblent délaissier celle d'une réduction drastique de l'immigration - contrairement au gouvernement britannique de David CAMERON[3], préférant continuer à recourir à des hausses d'impôts[4][5], pesant sur les entreprises, les ménages[6] et notamment les familles[7].

Rédigé en mars 2014

Actualisé en avril 2014

[1] C'est à dire déduction faite des gains générés par l'immigration (cotisations, impôts..)

[2] Cf. l'étude comparative des évaluations du coût net de l'immigration publiée par l'Observatoire de l'immigration

[3] Le gouvernement britannique s'est donné pour objectif de [réduire l'immigration nette de plusieurs centaines de milliers par an à quelques dizaines de milliers par an](#). (cf. §4 du discours du 25 mars 2013)

[4] [20 milliards](#) d'euros d'impôts supplémentaires en 2013 sur les ménages et les entreprises

[5] Le taux d'imposition français est pourtant déjà un des plus élevés au monde et la poursuite de la hausse a des effets négatifs notamment sur l'emploi, [comme le souligne le FMI](#)

[6] [2,6 millions de foyers supplémentaires étaient imposables en 2013](#). En outre, 16 millions de foyers ont vu leurs impôts augmenter en 2013, dont 2,3 millions alors que leur revenu avait stagné ou diminué.

[7] [Baisse du plafond du quotient familial...](#)